

Le contenu de ce document relève de la seule responsabilité du Forum des Jeunes Entreprises du Congo et ne peut en aucun cas être considéré comme reflétant la position d'une autre structure ou administration.

Actualité

Assainissement et Développement Urbain Participatifs des villes de Nkayi-Madingou-Sibiti » ADUP-Congo, dénommé Zola Buala/Aime ta Ville



Dans le cadre de la mise en œuvre du Projet « Assainissement et Développement Urbain Participatifs des



JC BOUNGOU-BAZIKA à gauche et Paul KAMPAKOL, à droite

villes de Nkayi-Madingou-Sibiti », Zola Buala/Aime ta ville, le Secrétaire Général du le Forum des Jeunes Entreprises du Congo (FJEC) et le Directeur Général du Centre de Recherches sur les Analyses et Politiques Economiques (CERAPE) ont signé, le 11 février 2026 un accord de partenariat pour l'opérationnalisation de ce projet. Cet accord définit les rôles, responsabilités, modalités financières, les règles de gouvernance et obligations mutuelles des parties en leur qualité respectives de demandeur et codemandeur. Zola Buala/Aime ta ville est une action financée par l'Union Européenne dans sa ligne de financement « **Droits humains et développement durable : pour un partenariat renforcé avec la société civile dans la mise en œuvre de la stratégie Global Gateway (lot n° 3).** Il vise à contribuer à l'amélioration du cadre de vie et à l'attractivité des villes de Nkayi, Madingou et Sibiti par un assainissement

urbain durable, inclusif et participatif.

Global Gateway qui est le cadre dans lequel l'UE a financé le Projet ADUP-Congo, met l'accent sur le rôle des organisations de la société civile comme acteurs du développement durable et de la démocratie. Les mécanismes de suivi et de concertation instaurés favorisent la transparence et la responsabilisation des autorités locales. Pour cet appel à projet, deux (2) autres OSC ont bénéficié de ce financement. Il s'agit de : **Catholic Relief Services (CRS) Congo avec le projet « Gouvernance participative et innovation locale pour une gestion durable des déchets solides à Kinkala et Kintélé »** et **Initiative Développement avec le projet « TONGO PETO – Ouessou, Owando, Ewo : demain, des communes assainies ! »**.

La valeur ajoutée du projets ADUP-Congo « **Zola Buala/Aime ta ville** » réside dans : L'inclusion sociale et citoyenne (femmes, jeunes, vulnérables), la création d'espaces institutionnels pérennes (comités WASH), la continuité et la mise à l'échelle des acquis existants (ATOM, villes résilientes)

La durée de ce projet est de 38 mois, sous le financement direct de l'Union Européenne pour un coût global de 790.000 euros soit 518.206.030 FCFA.

Grâce à ce projet, le FJEC réouvre son antenne de Nkayi. Ce qui lui permettra, au cours de ces 36 prochains mois, de développer d'autres actions en faveur des populations de cette zone de notre pays.



Echange de parafers entre le Secrétaire Général du FJEC et le Directeur Général du CERAPE

Cérémonie de remise des certificats et des kits aux jeunes du projet EMATELI à Ouessou

La première cohorte des jeunes ayant suivi la formation pro-



La photo de famille des récipiendaires

hommes), la Cohorte 1 du parcours Formation Insertion Professionnelle (FIP) ayant fini et validé leur formation professionnelle. 14 de ces primés ont pu recevoir des kits et matériel de démarrage, pour avoir pu valider, devant un jury, leur bu-



Un échantillon de la remise de certificats

fessionnelle sur des métiers urbains dans le cadre du projet EMATELI a reçu, au cours d'une cérémonie organisée à Ouessou le 28 février dernier, des certificats et des kits pour s'ouvrir aux métiers choisis.

Tenue dans la salle Nelson Mandela de la Cathédrale Saint Pierre Claver de Ouessou, elle a été présidée par le Secrétaire général du département de la Sangha, Serge Thibaut MOUELE BABIESSA, assisté du Directeur Départemental de la Formation Qualifiante et de l'Emploi de la Sangha (DDFQE) André TEZZOU, du Secrétaire Exécutif de CECD, Erick NKODIA et du Coordinateur de la Zone Ouessou du projet EMATELI, Jasmin BAHANZA, la cérémonie a permis aux jeunes apprenants de recevoir des kits et matériel de démarrage de leur carrière professionnelle.

37 jeunes (28 femmes et 9 hommes) ont été encadrés pendant une année, du 12 septembre 2024 au 12 août 2025, par 5 maîtres artisans, dans les filières de la coiffure esthétique, la couture mixte, la mécanique auto, la cuisine et la soudure.

La cérémonie du jour a primé 30 d'entre eux (22 femmes et 8

siness-plan.

Une des apprenants, Marlène MEDJOMEYA, s'exprimant au nom de toute la Cohorte, a loué les bienfaits de cette formation qui leur a donné les outils de leur insertion professionnelle et de leur autonomie.



Marlène MEDJOMEYA, une des apprenantes

Cette satisfaction exprimée est l'aboutissement des mécanismes mis en place par le Bureau Formation Emploi, piloté par le CECD sous la Coordination du FJEC.

Une deuxième Cohorte est encore en formation professionnelle dans 18 centres à Ouessou, elle compte 51 jeunes.



Une vue de quelques kits au profit des apprenantes

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DES MEMBRES DU FJEC

MARDI 10 Mars 2026



Mission de Suivi des Financements OFII/FJEC à Pointe-Noire (2022-2024)



Le Directeur de l'OFII avec la cheffe de l'Antenne du FJEC face à un bénéficiaire

ciaires les difficultés rencontrées afin d'adapter les différents mécanismes d'accompagnement. Au cours des deux dernières années 2023 et 2024, cinq projets ont été accompagnés, trois ont pu être exécutés, un projet a changé de cap par le porteur et un autre a disparu. Tous ces cinq projets ont été financés en totalité. Cinq autres projets en création d'entreprises ont été accompagnés mais n'ont pu être exécutés pour des raisons diverses.

L'OFII a félicité le FJEC de sa capacité de suivi ayant permis de retrouver sans aucune difficulté, les différents bénéficiaires.

Ceux d'entre eux qui n'ont pu réaliser leurs projets ont évoqué plusieurs raisons parmi lesquelles, la difficulté de se réinsérer dans un environnement social de plus en plus diffi-

Une délégation conduite par les représentants de l'antenne de l'Office Français de l'Immigration et de l'Intégration (OFII) installé à Yaoundé au Cameroun et du Forum des Jeunes Entreprises du Congo (FJEC), antenne de Pointe Noire, a effectué une mission conjointe à Pointe-Noire, pour le suivi approfondi des réalisations des bénéficiaires de l'aide au retour volontaire et à la réinsertion. Cette mission a ciblé spécifiquement les projets financés au cours des années **2022, 2023 et 2024.**

L'objectif principal était de s'assurer de la **bonne exécution et surtout, de la pérennité** des micro-entreprises créées par les ressortissants congolais de retour au Pays.

La visite a permis d'évaluer l'impact et la viabilité, il s'agit de vérifier l'état actuel de ces entreprises, et de s'assurer que les fonds octroyés ont été utilisés conformément aux plans d'affaires validés par les différents comités de sélection, et aussi, recueillir directement auprès des bénéfi-



Un bénéficiaire en exercice

cile et peu favorable à l'initiative privée malgré la volonté de mieux faire.

Les résultats de ce suivi serviront de base à l'**élaboration de stratégies d'accompagnement post-financement** plus ciblées et au perfectionnement du dispositif global d'aide à la réinsertion dans les deux principales villes économiques du Congo.



Visite de site de bénéficiaire par le Directeur avec l'équipe du FJEC

Financement des bénéficiaires	ANNEE
Subvention totale 31.238 euros/ 20.490.784 FCFA	2024
Subvention totale 24629 euros/ 16.155.564 FCFA	2025

Un bilan prometteur : suivi de la phase préparatoire du PAEEJ-Congo à Pointe-Noire

dership.



Présentation de la cartographie par le Consultant

Une mission de suivi s'est déroulée du **25 au 27 août 2025** à Pointe-Noire pour évaluer la mise en œuvre du projet préparatoire du **Programme d'Autonomisation Économique et d'Employabilité des Jeunes en République du Congo (PAEEJ-Congo)**.

L'objectif cardinal du PAEEJ-Congo, tel que financé par l'ONG Française CCFD est clair : **"améliorer les conditions des jeunes Congolais en leur offrant des opportunités de formation professionnelle adaptées aux besoins du marché du travail, en renforçant leurs compétences et leur employabilité."**

Pointe-Noire, capitale économique et industrielle du pays, a été choisie comme terrain d'expérimentation pour cette phase préparatoire. La mission de suivi, réalisée dans le but de définir l'opérationnalisation du noyau des plateformes des associations de jeunesse mises en place, a impliqué des rencontres de l'équipe du FJEC avec le consultant indépendant pour la relance et l'actualisation de la cartographie des associations de Pointe-Noire, les formateurs, les entreprises partenaires et les premiers bénéficiaires.

Les conclusions de cette mission dressent un bilan encourageant à savoir :

1. Adaptation et Pertinence de l'actualisation de la base des données des associations de Pointe-Noire

L'une des réalisations majeures est la **conception et la validation de la cartographie** réalisée en étroite collaboration avec les acteurs économiques de Pointe-Noire. 80 associations ont été répertoriées.

2. Mise en place et renforcement des plateformes thématiques

Le FJEC a mis l'accent sur 10 leaders choisis pour leur dynamisme observé lors de la dernière formation sur le lea-

Une double approche a été privilégiée : les compétences techniques et les compétences transversales (formation aux métiers spécifiques et ateliers dédiés au savoir-être, à l'esprit d'initiative). Le choix a été porté sur les thématiques suivantes : formation-insertion professionnelle et auto-emploi, développement durable et gouvernance associative. La mission a également évalué l'efficacité opérationnelle des équipes mises en place. Le succès de cette phase préparatoire est crucial, car il permettra de **valider la méthodologie** à déployer.

Le calendrier d'exécution de ce projet prévoit la tenue d'une formation sur le plaidoyer des acteurs associatifs au cours du mois de février 2026, pour le premier semestre.



Séance de travail avec les leaders associatifs à Pointe-Noire



Le **CCFD-Terre Solidaire** est une ONG française majeure de développement qui soutient environ 530 à 680 partenaires locaux à travers plus de 60 pays, touchant 3,5 millions de bénéficiaires directs. Avec plus de 7 800 bénévoles, l'association finance des centaines de projets (680 projets internationaux) pour la souveraineté alimentaire et les droits humains. Il agit aux côtés des populations les plus vulnérables contre toutes les formes d'injustices, et en premier lieu, celle de souffrir de la faim. Membre de la Coalition Publiez Ce Que Vous Payez-France, un réseau mondial d'organisations de la société civile établi en 2002 et travaillant pour la transparence des secteurs pétroliers, gaziers et miniers.

Le plaidoyer est l'un des moyens dont s'est doté le CCFD – Terre solidaire afin de contribuer à ces changements. Il a pour objectif d'exercer une pression sur les décideurs et décideuses politiques et les institutions pour obtenir des changements au niveau français, européen et international.